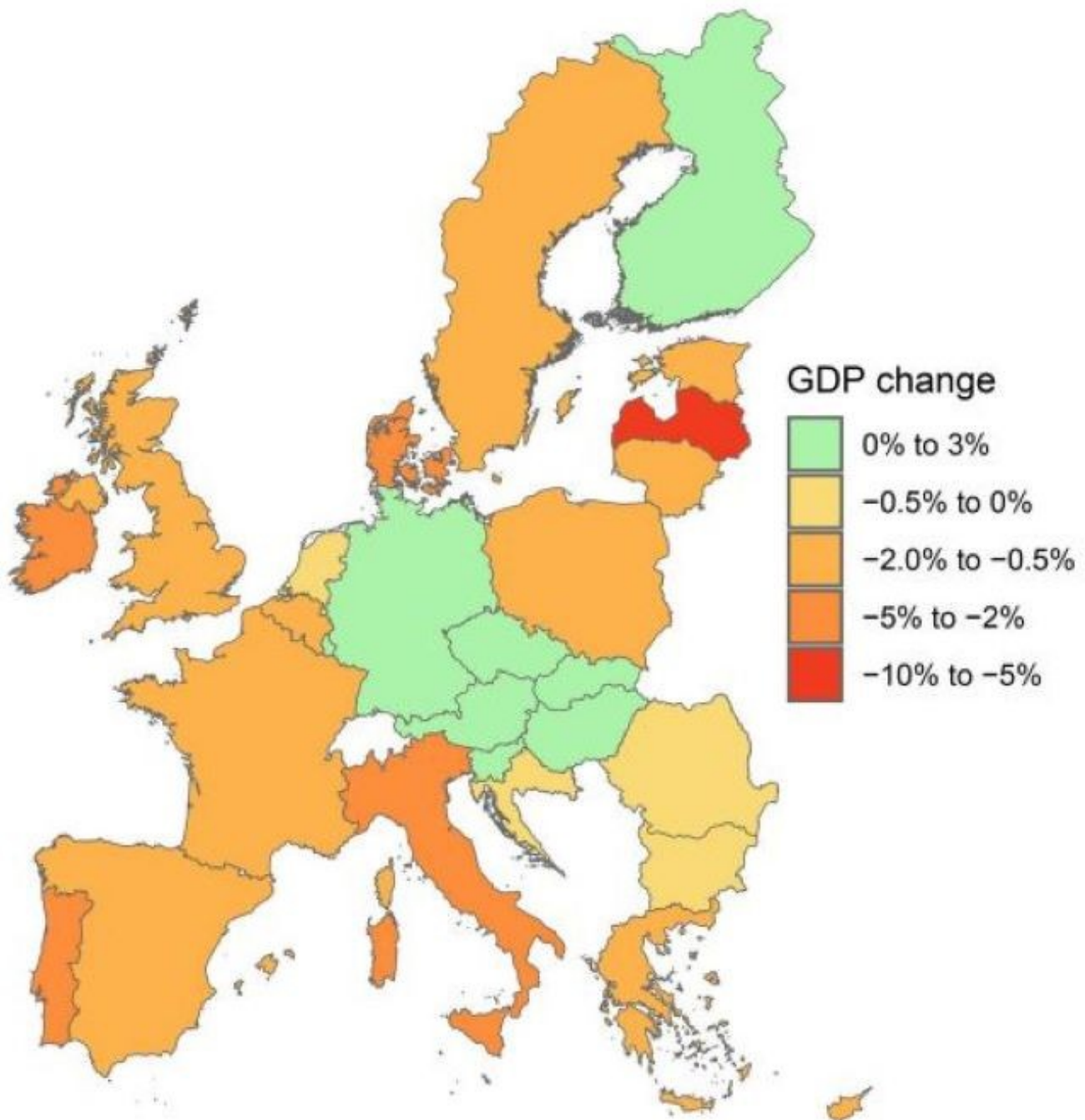


L'élévation du niveau des mers, ça va coûter cher!

Alors que le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu a annoncé mardi 23 janvier 2024 faire de «2024 l'année de l'adaptation», une nouvelle étude vient confirmer que sans préparation aux effets de la crise, la facture sera salée. Dans le pire des scénarios, le PIB de certaines régions littorales de l'Union européenne et du Royaume-Uni serait lourdement pénalisé, avec des pertes économiques estimées à 872 milliards d'euros d'ici à 2100.

Et la France ne serait pas épargnée. À deux reprises, une partie du pas-de-Calais a eu les pieds dans l'eau. Au total, près de 400 entreprises ont été directement touchées par les inondations de novembre et janvier derniers, selon la Chambre du Commerce et de l'Industrie. Et si cette situation n'était qu'un avant-goût de ce que s'appêtent à vivre les habitants de nos régions littorales, du Pas-de-Calais à la côte Atlantique?

Si l'on se place dans le pire des scénarios climatiques (+5°C) avec une montée des eaux à + 1,7 mètre d'ici à 2100, l'économie des régions côtières sera mise à rude épreuve, comme vient de le démontrer une équipe de chercheurs de l'Université technique de Delft aux Pays-Bas.



Les Hauts-de-France et la côte atlantique dans le rouge

Dans une étude publiée le 18 janvier dernier dans Scientific Reports, et passée inaperçue en France, les auteurs ont révélé que les dommages causés par la hausse du niveau de la mer pourraient coûter à l'Union européenne et au Royaume-Uni jusqu'à 872 milliards d'euros d'ici à la fin du siècle. Parmi les pays les plus touchés figurent la Lettonie, l'Italie et l'Irlande.

Les chercheurs ont également modélisé les répercussions économiques qu'une montée des eaux de +1,7 mètre pouvait engendrer sur les 271 régions européennes analysées. Ils ont ainsi découvert que l'UE et le Royaume-Uni, qui comptent tous deux parmi les 12 plus gros contributeurs au commerce mondial, pourraient perdre jusqu'à 1,26% de leur PIB.

Et si ce chiffre peut paraître minime, certaines régions côtières seraient quant à elles confrontées à de très lourdes retombées économiques, avec des pertes pouvant aller jusqu'à 21% du PIB régional, d'ici à la fin du siècle. Un coût qui s'explique notamment par la délocalisation de certaines industries dans les terres. Cette mise à l'abri permettrait toutefois à certaines régions intérieures d'augmenter leur PIB mais de 1% seulement.

Parmi les régions européennes les plus fortement affectées, direction le Nord de l'Italie avec en tête la Vénétie avec une perte de PIB de 20,84%, suivie de l'Émilie-Romagne avec une chute de plus de 10%. Quant à la France, elle est loin d'être en sécurité. De la Manche à la Côte Atlantique, notre littoral se teinte aussi de rouge. Les régions Hauts-de-France, Pays-de-Loire et Nouvelle-Aquitaine pourraient voir chuter leur PIB de 10%.

«*Le but de cette étude n'est pas d'effrayer*», insiste l'une des autrices, Tatiana Filatova, auprès du média Independent. «*Ce qui est important c'est le fait que le chiffre global de l'ensemble du continent donne une idée fautive des dommages réels que subiront les économies au niveau régional*».

S'adapter, une nécessité

Ces pertes économiques pourraient toutefois être évitées. Elles n'auront lieu que si «*aucun investissement n'est fait pour contrer les effets de cette hausse du niveau de l'eau, comme de nouveaux aménagements, la construction de digues, etc*», prévient l'un des auteurs, Ignasi Cortès Arbuès. Car cette étude met implicitement en évidence l'importance de mener des politiques d'adaptation spécifiques à chaque région.

Pour cela, il faut «*comprendre quels secteurs et régions sont les plus touchés afin de les aider à concevoir des stratégies d'adaptation privées et publiques sur mesure*», explique la chercheuse et co-autrice de l'étude Tatiana Filatova. Avec l'objectif de «*bâtir des économies résilientes au changement climatique*». Et hasard du calendrier, côté français, Christophe Béchu a assuré que «*2024 sera l'année de l'adaptation*».

Lors d'une conférence «La France s'adapte», le ministre a annoncé les premières lignes du troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), dont le texte final est attendu cet été. Ce dernier tablera sur un scénario à +2°C aligné sur l'Accord de Paris, mais aussi sur un plus pessimiste à +4°C, inimaginable il y a un an encore mais rendu plus que probable si l'on suit les tendances actuelles d'émissions de GES et les engagements pris par les pays.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après Novéthic du 25 Janvier 2024 <https://www.novethic.fr/actualite/economie/economie/isr-rse/crise-climatique-en-europe-sans-adaptation-l-elevation-du-niveau-de-la-mer-pourrait-couter-jusqu-a-872-milliards-d-euros-d-ici-a-2100-152053.html>